

envisager à l'avenir de remplacer cette procédure par une élection.

71. La délégation de la République fédérale aimerait savoir pourquoi, à l'alinéa c du paragraphe 4 de l'article IV du projet de charte, on parle d'"incorporation" des centres et programmes de recherche et de formation et non pas d'"association" comme l'avait recommandé le Conseil exécutif de l'UNESCO. Une "association" a en effet l'avantage de permettre davantage de souplesse.

72. Les activités de l'Université et de l'UNITAR et la coopération entre ces deux institutions devraient être plus nettement définies; en particulier, les articles VI et VII devraient se référer plus clairement aux rapports entre ces deux institutions.

73. Les observations de la délégation de la République fédérale doivent s'entendre compte tenu des dispositions du paragraphe 2 du projet de résolution A/C.2/L.1300. Elle espère que ce projet sera adopté par consensus et appuie sans réserve l'idée de situer à Tokyo le Centre de l'Université.

74. M. SOGLO (Dahomey) remercie tous ceux qui ont fait en sorte que l'idée de créer une université des Nations Unies devienne une réalité. En ce qui concerne le projet de charte, la délégation dahoméenne partage les craintes du représentant de Singapour devant les risques de doubles emplois et de chevauchements d'activités avec l'UNITAR.

75. La délégation dahoméenne n'a pas d'objection à ce que l'offre généreuse du Gouvernement japonais soit acceptée; toutefois, comme l'a fait valoir déjà le représentant de la République centrafricaine, le fait de situer dans des villes disposant déjà de l'infrastructure nécessaire les centres de recherche et de formation, reviendrait à perpétuer le sous-équipement des pays en voie de développement, que l'Université a justement pour tâche de combattre. Les candidatures présentées par les pays en voie de développement, en particulier les pays africains, devraient donc être considérées comme prioritaires.

*La séance est levée à 12 h 45.*

## 1551<sup>e</sup> séance

Mercredi 7 novembre 1973, à 15 h 15.

*Président* : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1551

### POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

**Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (fin)** [A/9003/Add.1 (troisième partie), A/9149 et Add.1 et 2, A/C.2/L.1300]

1. M. CHRISTOFOROU (Chypre) déclare que le but principal de l'Université des Nations Unies serait d'étudier les problèmes urgents que l'humanité dans son ensemble doit affronter et à propos desquels, pour des raisons politiques, l'action de l'Organisation des Nations Unies a malheureusement été peu efficace. Il faut espérer que la réalisation de ce projet favorisera les contacts entre savants des pays en voie de développement et des pays industrialisés et stimulera l'intérêt des milieux universitaires pour l'application des principes de la Charte des Nations Unies. L'Université pourra aider de nombreux pays en voie de développement à résoudre les problèmes qui touchent à la survie et au bien-être de leur population. En outre, elle pourra contribuer, dans une large mesure, à fournir des spécialistes et des chercheurs qualifiés aux pays en voie de développement, et aider ceux-ci à développer et à améliorer leurs établissements d'enseignement supérieur. La caractéristique marquante de l'Université devra être son caractère universel. La décentralisation et la coordination de ses unités implantées dans toutes les régions du monde permettront à cette institution de contribuer efficacement à des recherches d'intérêt mondial.

2. Un certain nombre de pays se sont déclarés disposés à accueillir certaines unités (voir A/9149, annexe II). Etant donné que Chypre se trouve à un carrefour géographique et culturel, il serait peut-être

utile d'établir une unité dans l'île, par exemple un centre de recherche économique à Nicosie. En mars 1972, le représentant permanent de Chypre a fait savoir au Secrétaire général que le Ministère de l'éducation mettait à la disposition de l'Organisation des Nations Unies le Centre de la recherche scientifique de Chypre pour y exécuter des programmes d'études comparées sur les rapports entre les cultures et les civilisations occidentales et orientales. Le Gouvernement chypriote s'engagera définitivement à créer une unité après l'adoption de la charte de l'Université. Chypre a déjà fait savoir au Secrétaire général que la contribution qu'elle verserait au budget de l'Université serait à la mesure de ses possibilités financières.

3. Le représentant de Chypre se félicite des travaux effectués par le Comité fondateur en collaboration étroite avec les secrétariats de l'ONU, de l'UNESCO et de l'UNITAR, et approuve le projet de charte révisé (voir A/9149/Add.2).

4. La délégation chypriote appuie également le projet de résolution A/C.2/L.1300, dont elle souhaite se porter coauteur.

5. M. TAYLOR (Sierra Leone) se félicite de la coopération de l'UNITAR et de l'UNESCO pour le projet relatif à l'Université des Nations Unies. Sa délégation a été étroitement associée à la mise au point de ce projet et constate avec satisfaction qu'un grand progrès a donc été fait dans la réalisation des buts et des objectifs de l'Organisation des Nations Unies elle-même.

6. On paraît éprouver quelque inquiétude à propos du conflit qui semble exister entre le rôle de l'Université et

celui de l'UNITAR. Ainsi qu'il est dit clairement dans la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale, l'Université doit être conçue comme un ensemble d'institutions universitaires. Le Comité fondateur dans son rapport (voir A/9149, annexe I) a décrit la nouvelle institution comme devant être une communauté de savants dont le rôle porterait à la fois sur la recherche, la formation et la fourniture de services. La communauté ainsi constituée profiterait de cette conception interdisciplinaire des problèmes de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité. L'UNITAR, d'autre part, a pour tâche de faire mieux comprendre le système des Nations Unies pour ses séminaires, ses études et ses évaluations des pratiques existantes. Les deux institutions sont donc complémentaires. Même s'il est nécessaire de définir plus clairement le rôle de l'Université par rapport à celui de cet organisme, ce n'est pas dans la charte de l'Université qu'il faut le faire.

7. Les critères fondamentaux énoncés par le Comité fondateur en ce qui concerne l'emplacement de l'Université sont justes et raisonnables et la délégation de la Sierra Leone est profondément reconnaissante au Gouvernement japonais de sa générosité. Cette délégation espère en outre que de nombreux pays, développés et en voie de développement, pourront marquer par des mesures d'ordre financier qu'ils appuient l'Université. A cet égard, la récapitulation des contributions et des offres d'installations reçues de divers pays, qui figure dans le document A/9149, est de bon augure.

8. Lorsque le Conseil de l'Université en viendra à décider de l'emplacement des centres de recherche et de formation et des établissements affiliés, il lui faudra s'intéresser de près aux zones de conflits éventuels — culturels, sociaux ou politiques. Les zones de conflit culturel et social sont toujours celles où s'effectuent des mélanges culturels et sociaux. En outre, l'établissement de certains établissements affiliés dans les zones de conflits ou à proximité de celles-ci serait conforme à l'un des objectifs fixés au paragraphe 3 de l'article I du projet de charte révisé, paragraphe concernant la coexistence entre les peuples ayant des cultures différentes, et faciliterait l'assimilation culturelle réciproque.

9. En conclusion, le représentant de Chypre appuie le projet de résolution A/C.2/L.1300.

10. M. MAGHUR (République arabe libyenne) déclare que l'Université pourrait contribuer dans une large mesure au progrès technique et scientifique de la communauté internationale et que, grâce à ses recherches sur des problèmes touchant l'ensemble de l'humanité, elle pourrait faciliter la réalisation des idéaux de la charte des Nations Unies. Il est indispensable qu'elle jouisse d'une totale liberté afin de n'être soumise à aucune pression politique, quelle qu'elle soit. Le représentant de la République arabe libyenne constate avec satisfaction que son point de vue est partagé par le Comité fondateur. Il convient de définir clairement les relations entre l'Université et l'UNITAR; le Directeur exécutif de l'UNITAR devra poursuivre les travaux précieux entrepris par ce dernier organisme, chercher à éviter tout chevauchement de ses efforts avec ceux de l'Université et aider à promouvoir les activités de celle-ci.

11. La délégation libyenne est persuadée que l'attitude des gouvernements de la plupart des Etats Membres, en ce qui concerne l'appui financier et autre qu'il convient d'apporter à l'Université, sera positive et que la nécessité d'obtenir des fonds pour celle-ci ne mettra pas en danger le financement de l'UNITAR. On est dans l'ensemble d'accord pour estimer que l'Université doit tirer ses ressources de contributions volontaires, mais il ne faut pas oublier la recommandation du Comité fondateur selon laquelle l'Université doit disposer d'une dotation assez importante, en sus des contributions annuelles et spéciales qui seraient promises.

12. L'Université ne devra pas être un simple organe de coordination et son existence doit permettre des échanges en ce qui concerne à la fois les idées et les résultats de la recherche dans divers domaines. Elle devra étudier les problèmes graves auxquels se heurte l'humanité dans son ensemble et encourager, sur le plan international, l'intégration et la coopération mutuelle en matière culturelle et technique.

13. Le représentant de la République arabe libyenne tient à insister sur la nécessité d'adopter l'arabe comme l'une des langues officielles de l'Université, étant donné que cet idiome est utilisé par plus de 100 millions de personnes, et qu'en l'adoptant l'Université s'assurerait ainsi un véritable caractère universel. Les Etats arabes Membres de l'ONU ont demandé récemment que l'arabe compte parmi les langues officielles et les langues de travail de l'Assemblée générale, de ses commissions et de ses sous-commissions.

14. La délégation libyenne approuve le projet de charte, qui s'inspire des objectifs primordiaux de l'Organisation des Nations Unies. M. Maghur remercie le Gouvernement japonais de son geste généreux et déclare qu'il votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1300.

15. M. SEARWAR (Guyane) estime qu'il importe que, dans sa période d'activité initiale, l'Université des Nations Unies ne diversifie pas trop ses programmes. Les résultats obtenus au début sont susceptibles de déterminer l'appui dont elle bénéficiera par la suite et lorsqu'il est précisé que les recherches de la nouvelle institution devront être orientées vers l'action et porter sur les problèmes urgents de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité, il faut entendre par là que l'Université devra se préoccuper des principaux problèmes auxquels s'intéressent les organismes des Nations Unies. L'Université sera vraiment universelle et pourra donc, mieux qu'aucune autre institution, contribuer à la mise en application très rapide des programmes et des idées essentiels qui touchent au développement de la communauté internationale. C'est ainsi qu'elle pourra dans une large mesure renforcer les chances de paix en appliquant les conclusions auxquelles auront abouti les chercheurs dans ce domaine, de façon qu'on puisse identifier à l'avance les circonstances et les situations susceptibles d'entraîner des conflits. L'étude et la réflexion auxquelles se livreront, en toute tranquillité, les chercheurs des centres à vocation internationale de l'Université compléteront avantageusement les recherches entreprises pour mettre au point de nouveaux instruments et de nouvelles idées permettant d'appliquer les nouveaux concepts dont dépend peut-être l'avenir de la race

humaine. L'un des domaines d'étude devrait être la théorie et la pratique du non-alignement, comme l'ont instamment demandé, lorsqu'ils se sont réunis à Alger (5-9 septembre 1973), les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés.

16. L'UNITAR devra jouer un plus grand rôle une fois que l'Université aura été établie, car il est bien placé pour interpréter les idéaux politiques motivant l'action des organismes des Nations Unies. L'Université, quant à elle, aura essentiellement pour tâche d'accumuler des connaissances de façon objective, patiente et systématique.

17. Si le représentant de la Guyane comprend bien, le paragraphe 4 du projet de résolution signifie que le choix de l'emplacement des centres de recherche et de formation et des établissements associés ne reposera pas uniquement sur des critères financiers. Les pays en voie de développement, qui pourraient n'être en mesure de fournir que des contributions financières symboliques, pourront éventuellement offrir, pour la recherche, des possibilités particulières découlant de l'emplacement géographique ou encore des ressources naturelles, humaines ou culturelles à étudier ou utiliser. L'autonomie et la liberté complètes de l'Université dépendront des dispositions qui seront prises pour lui assurer un financement constant, ce qui en définitive importera davantage que les subtilités de style de la charte. Le représentant de la Guyane exprime sa profonde reconnaissance au Gouvernement japonais pour sa généreuse contribution.

18. M. HACHANI (Tunisie) déclare que, dès le début, le Gouvernement tunisien s'est toujours intéressé aux diverses étapes par lesquelles est passée l'idée de l'Université et était l'un des auteurs du projet de résolution qui a abouti à l'adoption de la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale. C'est ce même intérêt qui a amené le Gouvernement tunisien, à la 1548<sup>ème</sup> séance, à offrir d'accueillir l'un des centres qui seront rattachés à l'Université.

19. M. Hachani juge les travaux du Comité fondateur tout à fait dignes d'éloge et estime que les observations judicieuses formulées par le Conseil exécutif de l'UNESCO (voir A/9149/Add.1) ont fourni au Secrétaire général une base solide pour la révision du projet de charte. Il se félicite de ce que l'UNESCO se soit vu attribuer un rôle important dans le fonctionnement de l'Université.

20. M. Hachani est d'autant plus satisfait de la procédure d'amendements prévue pour le projet de charte de l'Université qu'il n'a lui-même pas eu le temps d'étudier ce document en détail, vu la date tardive à laquelle a paru le projet révisé. Il importe de mettre en place l'Université le plus rapidement possible afin qu'elle puisse commencer à jouer son rôle important. Il faut lui garantir un minimum de bases institutionnelles solides, susceptibles à leur tour de garantir à la nouvelle institution l'efficacité souhaitée tout en la mettant à l'abri des erreurs irréversibles.

21. Parmi les principes de base de l'Université doit figurer l'universalité, qui ne signifie pas seulement une large répartition géographique, comme il est dit dans le projet de charte, mais également une répartition juste et équitable qui tienne compte des besoins des pays en voie de développement tout en ne négligeant pas la qualité. Le personnel doit également être recruté sui-

vant le même principe et l'emplacement des centres de recherche et de formation et des instituts spécialisés doit être choisi de la même façon. Il est nécessaire que, en spécifiant le statut du personnel enseignant et autre, on évite toute disposition risquant d'entraîner des conflits de responsabilité et de compétence entre l'Université et les gouvernements hôtes, notamment lorsqu'il s'agira du personnel affecté aux centres affiliés.

22. Etant donné les ressources limitées et les besoins matériels des pays en voie de développement qui accueilleront des centres, il convient d'incorporer aux arrangements financiers les observations formulées par le Comité fondateur (voir A/9149, annexe I, appendice II). Certains pays en voie de développement pourraient avoir besoin de ressources d'origine externe pour assurer le fonctionnement des centres situés chez eux. En règle générale, les dispositions relatives au financement qui figurent dans le paragraphe pertinent de la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale doivent être strictement respectées. Il est nécessaire d'incorporer aux arrangements ce que déclare le Comité fondateur au sujet des langues officielles de l'Université et M. Hachani demande aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 de tenir compte de son observation lorsqu'ils réviseront leur texte. La langue arabe devrait être utilisée dans tous les rapports et toutes les conférences et la question des incidences financières ne doit pas constituer une raison pour écarter cette langue.

23. Les documents qui seront adoptés devront spécifier clairement le rôle que doit assurer l'UNITAR, étant donné les appréhensions de certaines délégations quant aux risques de voir la création de l'Université affecter la situation de l'Institut et de voir des conflits de compétence éclater entre les deux organismes. L'Assemblée générale devrait également avoir son mot à dire dans les décisions relatives à l'emplacement des centres affiliés et des établissements associés, afin de garantir que les différentes unités contribuent à la réalisation des buts et des objectifs de la Charte des Nations Unies. Lors de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Alger, ces derniers ont demandé que l'Université étudie le rôle passé, présent et futur du non-alignement.

24. M. Hachani est favorable au choix de Tokyo comme siège du Centre de l'Université étant donné les avantages géographiques, culturels et intellectuels que présente cette ville, avantages s'ajoutant aux généreux moyens financiers offerts par le Gouvernement japonais, qui garantiront sûrement le développement normal de l'Université et de ses différentes unités.

25. M. SOTO (Venezuela) déclare que, dès le début, son pays a appuyé la proposition tendant à créer une université des Nations Unies qui contribuerait à la réalisation des buts de la Charte des Nations Unies. Il importe au plus haut point que l'opinion publique mondiale soit mieux informée des travaux de l'ONU et de sa contribution passée et présente à la solution des problèmes communs de l'humanité, en particulier des pays en voie de développement, ainsi que de ce qu'elle pourra apporter sur ce point à l'avenir. La création de l'Université serait tout à fait opportune à cet égard.

26. Le Venezuela souhaiterait affilier au réseau de l'Université des Nations Unies son institut de recherche scientifique, qui est un établissement de re-

cherche pure et appliquée, décernant des diplômes d'études supérieures avancées. M. Soto espère que les conditions de cette affiliation pourront être fixées avec le Conseil de l'Université conformément au paragraphe 2 de l'article III du projet de charte.

27. Quant au projet de résolution A/C.2/L.1300, M. Soto déclare que d'une manière générale la délégation vénézuélienne l'approuve. Cette délégation fait sienne l'idée d'installer le siège de l'Université à Tokyo et remercie le Gouvernement japonais de son offre généreuse. Toutefois, en ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif, le fait que le Venezuela approuve la charte de l'Université des Nations Unies doit s'interpréter conformément à la pratique constante de ce pays, selon laquelle ni immunités ni privilèges ne sont accordés aux fonctionnaires de l'ONU qui sont citoyens vénézuéliens, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire vénézuélien.

28. Enfin, M. Soto se déclare convaincu que les auteurs du projet de résolution accueilleront favorablement les observations que divers représentants ont formulées sur le problème des langues, observations que la délégation vénézuélienne approuve.

29. M. ELIASHIV (Israël) fait l'éloge des efforts concertés accomplis par les différents organismes des Nations Unies en vue de rédiger pour l'Université des Nations Unies une charte susceptible de promouvoir la recherche et la formation universitaires et scientifiques en ce qui concerne des problèmes universels urgents qui mettent en jeu la survie, le développement et le bien-être de l'humanité. Il appuie les dispositions du projet de charte tendant à ce que l'Université fasse part à l'ONU et au grand public des connaissances acquises dans le cadre de ses activités.

30. Le Gouvernement israélien est satisfait des arrangements opérationnels qui ont été mis au point, et rappelle qu'il a présenté une proposition et une offre au Secrétaire général (voir A/9149, annexe II). Ce gouvernement appuie sans réserve l'idée de la création de l'Université et est prêt à participer activement aux efforts à entreprendre en commun dans le cadre de cette institution. M. Eliashiv est favorable à la proposition tendant à ce que le siège de l'Université soit situé à Tokyo et appuiera le projet de résolution A/C.2/L.1300.

31. M. REDONDO (Costa Rica) déclare que sa délégation est favorable à la création d'une université des Nations Unies, car cette initiative correspond à la conception que le Gouvernement costaricien se fait de la paix et concrétise les idéaux qui ont inspiré la réforme universitaire intervenue au Costa Rica au cours des années 50. La paix dépend de la conviction morale selon laquelle les problèmes surgissant entre les hommes et les nations peuvent être résolus par le recours à la raison et à la justice, ainsi que de la mobilisation de toutes les bonnes volontés à cette fin. Cette conviction exige un développement spirituel et intellectuel assuré par un enseignement fondé sur les plus hautes valeurs morales, y compris l'amour de la liberté, la pratique de la tolérance, la coopération entre les peuples et le respect de la dignité de l'homme.

32. L'Organisation des Nations Unies avait déjà les moyens de promouvoir cet objectif dans l'esprit des hommes, mais elle ne disposait pas d'un établissement universitaire avancé capable d'ouvrir de nouvelles

perspectives aux personnes qui, ayant fait leurs études dans les universités des différents pays, recherchent des valeurs plus universelles. La délégation costaricienne apprécie toute l'importance de l'université dont la création est envisagée. L'histoire du Costa Rica abonde en réalisations humanistes qui prouvent l'importance accordée à l'éducation dans ce pays.

33. La délégation costaricienne est heureuse de voir qu'on a admis l'idée d'une université décentralisée dans l'intérêt même de l'universalité, idée qui ressortait de la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale. Elle est également satisfaite de l'ample portée des principes et des objectifs qui ont été fixés pour l'Université et selon lesquels on cherche à promouvoir l'idéal dont s'inspire l'Organisation des Nations Unies, de même qu'elle est satisfaite de voir qu'un rang élevé a été accordé, dans l'ordre de priorité, aux besoins des pays en voie de développement. Le projet de charte de l'Université, révisé compte tenu des observations du Conseil exécutif de l'UNESCO, tient visiblement compte de la résolution 2925 (XXVII) de l'Assemblée générale, et facilitera notablement les travaux de formation et de recherche confiés à l'Université. Comme le représentant de l'Espagne, M. Redondo pense qu'il vaudrait mieux appeler "statut" l'instrument juridique applicable à l'organisation et à la structure de l'Université, mais le mot "charte" a une portée plus vaste et convient mieux à la haute vocation de l'institution envisagée, et c'est pourquoi il faudrait le conserver.

34. En vue d'améliorer le projet de charte, la délégation costaricienne suggère d'insérer les mots "et l'importance du respect de ces droits", après les mots "droits de l'homme", au paragraphe 3 de l'article I. Il faut accorder le maximum d'importance à la fois à la nature des droits de l'homme et aux méthodes et aux garanties visant à en assurer le respect. En outre, au paragraphe 1 de l'article VII, l'expression "un certain nombre" ne convient pas, dans la mesure où les centres en question ne sont pas expressément nommés par la suite, et elle doit donc être supprimée. La délégation costaricienne approuve les observations faites par la délégation indienne à la 1548ème séance au sujet des paragraphes 2 et 5 du projet de résolution A/C.2/L.1300, et elle souhaiterait devenir coauteur de ce projet.

35. Le Costa Rica s'engage à coopérer entièrement avec l'Université des Nations Unies par l'intermédiaire de ses facultés et instituts de recherche universitaire; son institut international des droits de l'homme et son institut des accords internationaux sur les prix, qui sont sur le point d'être créés, pourraient tous deux faire partie de l'Université.

36. Enfin, M. Redondo remercie tous ceux qui ont œuvré pour que la Commission puisse prendre une décision sur le projet. Il ne fait aucun doute que l'Université sera une réussite internationale incontestable, digne des auspices sous lesquels l'Organisation des Nations Unies a été créée.

37. M. HABIB (République arabe syrienne) insiste sur l'importance de la recherche scientifique pour les pays en voie de développement et déclare que la création de l'Université des Nations Unies devrait fournir l'occasion d'élever le niveau de la recherche et de la formation dans ces pays, ce qui leur permettrait de tirer parti, au profit du développement, des dernières

découvertes scientifiques. L'Université est appelée à favoriser l'interaction entre les établissements universitaires existants des pays développés ou en voie de développement, et à aider les pays du tiers monde à combler leur retard scientifique par rapport aux pays avancés. C'est pour ces raisons que la délégation syrienne, qui était coauteur de la résolution 2951 (XXVII), figure également parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300.

38. On ne peut que se réjouir à l'idée que l'arabe sera une des langues officielles de l'Université. A l'instar d'autres délégations, la délégation syrienne demande que ce fait soit expressément mentionné dans le texte révisé du projet de charte.

39. M. KLUGMAN (Australie) constate que des progrès considérables ont été accomplis depuis l'importante décision, prise il y a un an, de créer l'Université des Nations Unies. Cependant, de nombreuses difficultés subsistent. Il est encore impossible de savoir de façon précise comment fonctionnera l'Université et à quels domaines elle s'intéressera. Il ressort du paragraphe 2 du projet de résolution A/C.2/L.1300, dont les dispositions prévoient une révision éventuelle de la charte de la nouvelle institution après un certain temps de fonctionnement, que pendant environ un an le projet aura un caractère expérimental.

40. L'Australie, qui voit dans le projet des difficultés d'ordre conceptuel, n'a pas participé de près aux travaux accomplis jusqu'ici. Le texte révisé du projet de charte répond à certaines questions que se posait le Gouvernement australien. Quant au problème financier, d'importance majeure, il a été partiellement résolu par le Gouvernement japonais, qui a généreusement proposé de verser une contribution de 100 millions de dollars à titre de dotation pour l'Université. La délégation australienne appuie énergiquement la proposition visant à établir le Centre de l'Université dans la région métropolitaine de Tokyo et prend note de ce que le Gouvernement japonais s'est offert à prendre à sa charge toutes les dépenses d'investissement nécessaires.

41. Il faudra donner au Secrétariat des instructions précises en ce qui concerne les responsabilités financières et administratives qu'il sera appelé à assumer jusqu'à ce que le cadre administratif de l'Université soit complètement mis en place. En particulier, la formulation des principes d'action et des programmes sera une opération très délicate au cours de laquelle il faudra trancher entre les exigences rivales d'un grand nombre de disciplines, d'institutions et de gouvernements.

42. Le programme de recherche de l'Université ne devrait pas être purement théorique et il devrait accorder la préférence à des sujets intéressant particulièrement, mais non exclusivement, les pays en voie de développement. Il apparaît que plusieurs pays en voie de développement ont déjà fait des offres très méritoires, ce qui ne semble pas être le cas de certaines de celles qui ont été faites par des pays plus développés.

43. Les libertés universitaires, que l'on peut définir comme étant le droit qu'a un chercheur de poursuivre ses travaux même si le résultat final doit être contraire à l'idéologie de l'institution, devraient constituer un principe absolument fondamental de l'Université, qui devrait encourager un programme de recherche étendu

et ne pas hésiter devant des travaux susceptibles de remettre en question la façon dont certains problèmes ont été abordés dans le passé. Si elle sait s'attaquer à des sujets tels que les répercussions de la politique des pays industrialisés sur les pays en voie de développement, les modèles de croissance économique et les rapports entre les divers aspects des politiques socio-économiques nationales et internationales, l'Université sera à même d'apporter une contribution nouvelle et vitale à l'accélération du rythme de la croissance économique et du développement.

44. Les premières impressions seront très importantes, et il est donc indispensable que l'Université puisse partir du bon pied. Il faudra pour cela que son conseil soit à la fois efficace et prestigieux. La délégation australienne espère qu'il sera possible de maintenir l'alliance entre réalisme politique et idéalisme universitaire qui apparaît dans les critères retenus pour le choix des membres de ce conseil, et elle note avec satisfaction que l'Assemblée générale suivra la question de près, du moins au début.

45. La délégation australienne appuie le projet de résolution A/C.2/L.1300 et espère que le texte révisé du projet de charte sera adopté à la présente session de l'Assemblée générale.

46. M. FOMINE (République socialiste soviétique d'Ukraine) considère que le projet de charte, tel qu'il figure dans le document A/9149/Add.2, comporte certains défauts fondamentaux et qu'il convient d'en améliorer le texte. Premièrement, les sujets à inscrire dans les programmes de recherche de l'Université qui sont énumérés au paragraphe 3 de l'article I font déjà l'objet des travaux de presque tous les organes ou organismes des Nations Unies, y compris l'UNITAR. Afin d'éviter les cas de double emploi, il faudrait donner une description plus précise des aspects des problèmes auxquels s'attaquera l'Université. Cela est d'autant plus important que la situation financière encore incertaine de l'Université fait qu'il lui sera impossible de traiter un nombre illimité de sujets. En outre, l'Université devrait choisir ses sujets dans le cadre de l'étude des problèmes du moment afin que ses travaux de recherche aient un intérêt pratique.

47. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article II habilitant le Recteur à conclure des accords au nom de l'Organisation des Nations Unies posent un problème juridique complexe et ne sont guère acceptables, notamment si l'on considère que le même article confère une autonomie considérable à l'Université. En outre, l'article II n'exclut pas l'éventualité qu'un accord conclu par l'Université "pour garantir à celle-ci l'autonomie et les libertés universitaires" soit finalement contraire aux lois et aux traditions universitaires d'un pays. Il est absolument indispensable que l'article II définisse l'étendue des libertés universitaires en question et le champ d'application des lois des pays où l'Université poursuivra ses activités, de manière à éviter tout conflit.

48. Il ne ressort pas clairement de l'article VII quels seront les rapports entre, d'une part, les nouveaux centres de recherche et programmes qui seront institués et, d'autre part, les institutions scientifiques actuelles, telles que l'UNITAR. En outre, on n'y trouve aucun renseignement permettant de savoir quels sont les centres existants qui seraient incorporés et de connaître la manière dont on procédera pour cela.

49. Il est dit au paragraphe 1 de l'article IX que les dépenses de l'Université seront couvertes par des contributions volontaires, mais on voit au paragraphe 2 que le Recteur peut également accepter l'aide provenant d'autres sources très diverses. Il conviendrait de dire très clairement si cette aide proviendra du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ou d'autres sources telles que le PNUD. Il faut éliminer du texte définitif de la Charte toute ambiguïté quant au caractère exclusivement volontaire des contributions à apporter à l'Université.

50. Pour que l'Université puisse fonctionner sans heurts, il est particulièrement important que sa charte reflète les intérêts de tous les Etats Membres de l'Organisation. En conséquence, le personnel enseignant de l'Université devrait compter des spécialistes issus de divers pays et représentant des systèmes socio-économiques différents. C'est seulement ainsi que l'Université pourra échapper à la partialité et aux jugements superficiels lorsqu'elle étudiera les phénomènes sociaux ou le développement économique dans les divers pays du monde.

51. M. KRYGER (Danemark) déclare que sa délégation appuie en principe la création d'une université des Nations Unies telle qu'elle est définie dans le rapport du Secrétaire général (A/9149 et Add.1 et 2), et qu'elle apprécie l'offre généreuse du Gouvernement japonais, qui a proposé d'établir le Centre de l'Université à Tokyo. La délégation danoise appuie également le projet de résolution A/C.2/L.1300, étant entendu que les paragraphes 1 et 2 n'excluent pas la possibilité de soumettre le projet de charte à un examen supplémentaire entre la vingt-huitième et la trentième session de l'Assemblée générale, et au besoin de proposer que des amendements y soient apportés.

52. M. PRATES (Brésil) appuie les opinions exprimées par les délégations d'autres pays en voie de développement concernant le fonctionnement et la structure de l'Université. Un système décentralisé correspondrait mieux aux aspirations qu'ont des peuples de culture et de niveau de développement différents de contribuer à la réalisation de la coopération internationale et d'influer sur le cours des événements mondiaux. Un tel système serait mieux adapté aux problèmes des pays en voie de développement et leur permettrait de jouer plus aisément un rôle actif dans la communauté scientifique internationale à l'échelon mondial. L'établissement de voies de communication entre institutions situées dans des zones à niveaux de développement différents aura certainement un effet de symbiose. Il faudra veiller à ce que les manifestations culturelles ayant leur origine dans les pays en voie de développement ne soient pas obscurcies par les manifestations culturelles des pays développés mieux équipés. Les rapports entre pays développés et pays en voie de développement devraient contribuer à établir un meilleur équilibre entre leurs communautés scientifiques et techniques respectives. L'Université devrait concentrer ses travaux de recherche sur les problèmes et les domaines où l'asymétrie domine, tels que les liens négatifs et positifs auxquels a donné lieu la coexistence du développement et du sous-développement, les relations entre puissances et les problèmes de maintien de la paix vus sous l'angle du désarmement.

53. Il est évident que l'Université doit jouir de la liberté académique, c'est-à-dire de l'absence de liens

avec les centres existants du pouvoir politique et économique. Le financement de l'Université ne doit pas être utilisé comme un moyen d'en influencer les activités. Sa liberté académique serait compromise si ses travaux de recherche étaient directement liés aux contributions volontaires des gouvernements ou d'institutions privées. Il est indispensable d'éviter que ne se répètent certaines situations qui se sont produites dans le cadre des activités de l'UNITAR. Si sa structure et ses activités étaient organisées de manière à éviter tout double emploi avec l'Université, l'UNITAR devrait se concentrer sur l'organisation, les procédures et les activités de l'ONU. Une autre solution serait de fusionner ultérieurement les deux organes.

54. Le texte révisé de la charte cherche à donner à l'Université une structure nettement définie mais non dépourvue de souplesse, et la référence que fait le projet de résolution A/C.2/L.1300 à la possibilité de procéder à des amendements indique également le besoin de souplesse dû au fait que l'Université sera un organe d'un type entièrement nouveau.

55. La délégation brésilienne est prête à appuyer le projet de résolution et elle apprécie vivement l'offre faite par le Gouvernement japonais d'accueillir le Centre de l'Université à Tokyo.

56. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) dit que des progrès considérables ont été réalisés depuis que l'ancien secrétaire général U Thant a lancé pour la première fois l'idée de créer une université internationale. Les principes énoncés dans le projet de charte préparé par le Comité fondateur sont jugés en général acceptables par la délégation turque, qui interprète ses principes de base comme signifiant que : premièrement, l'Université aura un caractère essentiellement décentralisé et il sera tenu compte des offres faites par les pays en voie de développement dans l'étude de la répartition géographique de ses établissements et de ses centres de recherche affiliés ou associés; deuxièmement, l'Université jouira de l'autonomie dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de la liberté académique; troisièmement, les programmes de recherche et de formation donneront la priorité aux problèmes des pays en voie de développement; enfin, le programme portera essentiellement sur les sciences appliquées et les problèmes journaliers des êtres humains.

57. La délégation turque estime que le principe du financement par contributions volontaires est acceptable, à condition que les contributions de sources non gouvernementales ne donnent pas lieu à une ingérence dans la formulation des programmes de l'Université ni dans son fonctionnement et qu'elles ne soient pas en conflit avec les principes de la Charte des Nations Unies.

58. La délégation turque n'a aucune difficulté à approuver le projet de charte sous sa forme actuelle. Toutefois, les commentaires et suggestions faits au cours du débat de la Commission devraient être pris en considération par le Conseil de l'Université lorsqu'il révisera la charte avant de la soumettre à la trentième session de l'Assemblée générale. Le paragraphe 1 de l'article XII prévoit que l'Assemblée générale des Nations Unies apporte des amendements à la charte; toutefois, une fois que l'Université sera établie et aura reçu un certain degré d'autonomie, il ne serait pas normal de modifier la charte sans avoir consulté au

préalable le Conseil de l'Université. Cette question préoccupe un peu la délégation turque et il y aurait peut-être lieu d'y apporter une clarification.

59. M. MÜEZZINOĞLU sait gré au Gouvernement japonais de son offre généreuse qui a considérablement facilité la réalisation du projet. Le Gouvernement turc a offert d'établir un institut des sciences de l'environnement à l'Université technique du Moyen-Orient, qui a été créée avec l'aide de l'ONU en 1956, en tant qu'institut régional d'enseignement supérieur.

60. La délégation turque appuie le projet de résolution A/C.2/L.1300.

61. M. NICOL (Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche) dit que les commentaires présentés au cours du débat ont été à la fois intéressants et encourageants. L'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1300 marquerait la fin de la première étape seulement du projet.

62. Le paragraphe 2 du projet de résolution dissipe certains des doutes qui sont apparus au moment où le projet de charte était en cours de rédaction puisqu'il prévoit que l'Assemblée générale examinera encore ladite charte. Aucune charte d'université ne saurait être parfaite, mais plusieurs questions ont été réglées au cours du débat à la Commission. Parlant au nom du Conseil d'administration de l'UNITAR, M. Nicol exprime l'espoir que les liens entre l'Institut et l'Université seront mutuellement avantageux. En ce qui concerne le paragraphe 3, il souhaite que de nombreux chercheurs viendront au Centre de l'Université, dans la région métropolitaine de Tokyo. Le paragraphe 4 évoque la contribution la plus importante que l'Université puisse apporter aux pays en voie de développement. Il ne peut y avoir de paix tant que la malnutrition, la misère et l'ignorance continuent à sévir dans les quatre cinquièmes du monde. L'UNITAR attache une importance considérable aux paragraphes 5 et 6 que M. Nicol a déjà commentés précédemment.

63. A propos du paragraphe 7, M. Nicol exprime l'avis que des campagnes de fonds ne devraient pas avoir lieu régulièrement tous les ans ou même tous les cinq ans. L'Université devrait avoir une dotation suffisante et tirer assez de revenus de ses investissements pour que son personnel soit libre de se consacrer à plein temps aux travaux académiques.

64. En fixant la composition du Conseil de l'Université, il ne faudra pas manquer de tenir dûment compte de la jeunesse, des femmes et des représentants du tiers monde. M. Nicol a été frappé par une réflexion du représentant de la Sierra Leone : il a dit que les zones de conflit social et culturel sont également les zones de fusion sociale et culturelle. Ce serait un privilège pour l'UNITAR de contribuer à ce processus dans une mesure proportionnelle à ses ressources.

65. M. M'BOW (Sous-Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) remercie les délégations qui se sont déclarées satisfaites des travaux préparatoires accomplis par l'UNESCO. L'adoption du projet de charte révisé ne marque pas la fin d'un processus, mais le début d'une entreprise fructueuse.

66. Certaines délégations ont exprimé des préoccupations au sujet de la liberté académique et de l'autonomie de l'Université. En fait, le projet de charte révisé énonce clairement le degré de liberté dont joui-

ront l'Université et son personnel et prévoit que le Recteur pourra conclure des accords à cet égard avec les divers gouvernements intéressés.

67. En ce qui concerne les institutions qui feront partie de l'Université, le Sous-Directeur général dit que le Centre de l'Université à Tokyo en sera l'élément central. Les autres éléments constitutifs de l'Université seront les centres de recherche et de formation qui seront incorporés à l'Université et financés à l'aide de ses ressources. Aux termes du paragraphe 2 de l'article III, le Conseil de l'Université peut conférer à certains établissements et centres le statut d'institutions affiliées à l'Université, dans les termes et conditions décidés par le Conseil lui-même. Ces institutions affiliées ne feraient pas partie intégrante de l'Université et conserveraient leur propre structure administrative et financière. Aux termes du paragraphe 3 de l'article III, l'Université peut également conclure des accords contractuels de recherche avec des établissements ou des particuliers. Il sera important que les institutions désireuses d'être associées ou affiliées à l'Université précisent très clairement la nature exacte des rapports qu'elles préfèrent.

68. Le problème du financement a été soulevé. Au départ, une certaine somme sera allouée pour financer les divers centres de recherche et de formation, et l'Université se développera ensuite dans la mesure où ses ressources le permettront. Abstraction faite du Centre de l'Université, peut-être ne sera-t-il possible au début d'intégrer à l'Université qu'un petit nombre de centres de recherche et de formation. Toutefois, l'Université aura la possibilité de prendre des dispositions pour travailler en liaison avec des institutions existantes dans les Etats Membres.

69. L'UNESCO fera de son mieux, dans son domaine de compétence, pour garantir le succès de l'Université et tiendra compte de toutes les suggestions faites lors des débats de la Commission.

70. M. NARASIMHAN (Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination) transmettra aux membres du Comité fondateur les félicitations exprimées par la Deuxième Commission.

71. Le Secrétaire général et le Secrétariat tiennent à présenter des excuses aux délégations qui n'ont reçu la version révisée du projet de charte que quelques jours avant le débat. Le calendrier a dans une certaine mesure été imposé par les paragraphes 5 et 6 de la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale, en ce sens que le Conseil exécutif de l'UNESCO, qui devait présenter ses observations sur le projet de charte, ne s'est pas réuni avant le mois de septembre et que le projet de charte et le rapport du Secrétaire général ont dû ensuite être soumis à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social, qui s'est réuni en octobre.

72. Les délégations ont reconnu que la charte, imparfaite peut-être, était néanmoins perfectible; elles ont également reconnu que le projet de charte devrait être adopté sous sa forme actuelle, car même ainsi il faudra attendre les derniers mois de 1974 avant que le Recteur puisse être nommé et que l'Université puisse commencer ses travaux. On a jugé que l'Université devrait avoir fonctionné pendant une année entière avant qu'on envisage de modifier la charte et qu'en conséquence les

débats sur cette question auraient lieu à la trentième session de l'Assemblée générale. Les observations des délégations sur les travaux futurs de l'Université ont été extrêmement importantes et le Secrétaire général adjoint veillera à ce que les comptes rendus analytiques des débats soient mis à la disposition du Conseil de l'Université et du Recteur pour qu'ils puissent s'en inspirer.

73. Les représentants de la République centrafricaine et du Dahomey ont exprimé la crainte que les commentaires du Comité fondateur concernant l'emplacement du Centre de l'Université et d'autres institutions et programmes ne militent contre l'établissement de centres de recherche et de formation dans les pays en voie de développement; ces appréhensions viennent d'un malentendu. En effet, le critère suggéré par le Comité fondateur, à savoir l'existence de larges et multiples possibilités de contacts intellectuels, vise le Centre de l'Université et non pas les centres de recherche et de formation, que l'on se propose manifestement d'établir dans les pays en voie de développement; l'absence de possibilités de ce genre ne constituerait pas un obstacle à cet égard.

74. Le Comité fondateur a jugé qu'il convenait de maintenir l'identité distincte de l'UNITAR étant donné qu'il aura un statut équivalent à celui de l'Université envisagée, c'est-à-dire celui d'un organe établi par l'Assemblée générale. Afin d'encourager le maintien d'une coordination étroite visé à l'alinéa f de l'article VI du projet de charte, le Directeur général de l'UNITAR sera membre de droit du Conseil de l'Université. Les deux organismes coopéreront de toutes les façons possibles. On ne peut écarter la possibilité que l'UNITAR devienne à l'avenir l'une des unités les plus importantes de l'Université, mais il faudra, pour ce faire, que des consultations s'engagent entre le Conseil de l'Université et le Conseil d'administration de l'UNITAR et qu'intervienne aussi sans nul doute une décision de l'Assemblée générale, qui a créé ces deux organismes.

75. Le représentant de la Grèce a demandé si les membres de droit du Conseil de l'Université sont inclus dans les 24 membres visés au paragraphe 1 de l'article IV. Le Secrétaire général adjoint croit savoir qu'ils ne le sont pas et que le nombre total des membres serait donc de 28, y compris le Recteur. La question du quorum sera réglée dans le règlement intérieur qu'établira le Conseil de l'Université.

76. Le problème de l'exode des compétences soulevé par certaines délégations a été abordé par le Secrétaire général dans la déclaration qu'il a faite à la première session du Comité fondateur et est aussi traité implicitement au paragraphe 6 de l'article I. De toute évidence, on cherche à ce que l'Université fonctionne de manière à renverser la tendance et non à aggraver le problème.

77. Certaines délégations ont mis en cause la façon dont les observations du Conseil exécutif de l'UNESCO avaient été incorporées dans la première version du projet de charte. Etant donné le peu de temps dont on disposait, il se peut que des erreurs aient été commises, mais le Secrétaire général adjoint estime que toutes les observations du Conseil exécutif ont été prises en considération d'une façon ou d'une autre lors de l'élaboration du texte révisé.

78. Il tient à rassurer le représentant de la Turquie : aucun amendement ne sera apporté à la charte si ce n'est à la demande du Conseil de l'Université ou après consultation préalable avec lui. Seule l'Assemblée générale, qui a créé l'Université, peut modifier la charte, comme il est précisé au paragraphe 1 de l'article XII; toutefois, il ressort clairement du paragraphe 2 du même article, ainsi que du paragraphe 2 du projet de résolution A/C.2/L.1300, que des consultations seraient engagées à la fois avec le Conseil de l'Université et avec l'UNESCO avant qu'un amendement ne soit soumis.

79. Le Comité fondateur a estimé que le personnel de l'Université ne devait pas constituer une vaste bureaucratie internationale et que le personnel académique devait être différent du personnel administratif, qui sera composé de fonctionnaires internationaux, des règles différentes s'appliquant à ces deux catégories. En tout état de cause, cet arrangement n'est que transitoire étant donné qu'il appartient au Conseil de l'Université de décider quelles catégories de personnel seront établies et, parmi elles, celles à qui s'appliquera la Convention sur les privilèges et immunités. Il ne faut pas oublier non plus que les privilèges et immunités que confère cette convention sont moins complets qu'une immunité diplomatique totale.

80. De toute évidence, l'intention des auteurs du projet de charte est non seulement que les jeunes chercheurs travaillent dans les centres de recherche et de formation et dans le Centre de l'Université lui-même, mais aussi qu'ils soient représentés au Conseil de l'Université. Il n'y aura aucune discrimination pour des raisons de sexe. En ce qui concerne la représentation du tiers monde, de nombreuses offres ont déjà été reçues pour accueillir des établissements de l'Université, les offres reçues des pays développés étant légèrement plus nombreuses. En conséquence, il a été décidé de laisser au Conseil de l'Université le soin d'examiner ces offres et de faire un choix équilibré en tenant compte à la fois des facilités offertes et de la nécessité d'une représentation des pays en voie de développement.

81. Une délégation a demandé ce qu'on entendait par le mot "périodiquement" à propos de la convocation d'une conférence des directeurs. Bien que la convocation de cette conférence ait des incidences financières, le Secrétaire général adjoint estime qu'il faudrait en prévoir au moins une par an.

82. L'Université sera financée uniquement à l'aide de contributions volontaires et non au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées. C'est pour cette raison que le Secrétaire de la Commission a précisé à la 1548<sup>ème</sup> séance qu'il n'y aurait pas d'incidences financières sur le budget ordinaire de l'ONU.

83. M. OGISO (Japon) déclare que, après consultation avec les diverses délégations ayant suggéré des amendements, les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 sont convenus d'une version révisée. L'amendement présenté oralement à la 1549<sup>ème</sup> séance par la France au paragraphe 1 n'a pas été retenu, mais il a été décidé, à titre de compromis, de fondre les paragraphes 1 et 2. Les autres paragraphes seront renumérotés en conséquence. Le représentant de l'Inde a suggéré à la 1548<sup>ème</sup> séance que le mot "examiner" dans le paragraphe 2 initial soit remplacé par "tenir compte"; dans un esprit de compromis, les

auteurs ont retenu "prendre en considération". Le paragraphe 1 commencerait donc ainsi : "Adopte la charte de l'Université des Nations Unies dont le texte est contenu dans le deuxième additif au rapport du Secrétaire général (A/9149/Add.2) et invite le Conseil de l'Université à prendre en considération les commentaires et les observations formulés...". Le représentant de l'Inde a décidé de ne pas insister pour que l'on supprime le passage "en consultation... Conseil économique et social" dans ce paragraphe. Les auteurs ont accepté la suggestion de ce représentant et de certains autres tendant à remplacer dans le paragraphe 5 initial les mots "*Exprime l'espoir* que le Conseil de l'Université examinera" par les mots "*Recommande en outre* que le Conseil de l'Université examine". Ils n'ont pas retenu la suggestion des Pays-Bas à la 1550ème séance tendant à ce que, dans le paragraphe 6 initial, le mot "*Autorise*" soit remplacé par le mot "*Invite*", car ils préfèrent souligner que le Secrétaire général est habilité à prendre les mesures en question. Il a également été suggéré d'ajouter dans ce paragraphe une référence au Directeur général de l'UNITAR; les auteurs du projet estiment qu'il n'y a pas lieu de faire figurer une mention de ce genre au paragraphe 6, vu que le paragraphe 5 initial recommande déjà que le Conseil de l'Université examine les relations entre l'Université et l'UNITAR, que le Directeur général est membre de droit de ce conseil et que, en tout état de cause, il ne s'agit que d'un arrangement provisoire en attendant l'entrée en fonction du Recteur.

84. Un certain nombre de délégation ont exprimé l'espoir que les remarques du Comité fondateur concernant les langues officielles de l'Université, figurant à la section 5 de l'appendice II de l'annexe I au document A/9149, seraient prises en considération dans la charte ou approuvées par l'Assemblée générale. Les auteurs ont donc décidé d'incorporer au projet de résolution, après le nouveau paragraphe 4, le paragraphe supplémentaire suivant :

"Approuve les observations du Comité fondateur de l'Université des Nations Unies qui sont jointes au rapport du Secrétaire général (A/9149, annexe I, appendice II, section 5)".

85. Aucun autre amendement formel n'ayant été soumis, les auteurs espèrent que le projet de résolution révisé sera adopté sans opposition.

86. Le PRESIDENT annonce que les délégations du Honduras et du Koweït comptent maintenant parmi les auteurs du projet de résolution.

87. Mme AAS (Norvège), expliquant son vote avant la mise aux voix du projet de résolution, rappelle que le texte du projet de charte n'a été publié dans le document A/9149/Add.2 qu'il y a quelques jours, ce qui n'a pas permis aux autorités norvégiennes compétentes de l'étudier. Sa délégation est par conséquent incapable de se prononcer sur le fond du projet de charte révisé et sera obligée de s'abstenir sur le paragraphe 1, sous sa forme révisée, s'il fait l'objet d'un vote séparé. Néanmoins, le Gouvernement norvégien est favorable à la création d'une université des Nations Unies qui répondra à de grands besoins effectifs et fondamentaux et s'inspirera des principes de la Charte des Nations Unies touchant l'absence de discrimination fondée sur des considérations de race, de religion ou de sexe. La délégation norvégienne exprimera son accord sur ce principe en votant pour l'ensemble du projet de

résolution. Pour des raisons budgétaires, le Gouvernement norvégien n'est actuellement en mesure d'annoncer aucune contribution volontaire à l'Université.

88. M. RANKIN (Canada) signale que sa délégation se félicite de l'esprit constructif qui s'est manifesté durant le débat. La délégation canadienne votera pour le projet de résolution, et elle attache une importance particulière à la deuxième partie du paragraphe 1, qui donne au Conseil de l'Université, au Conseil économique et social et enfin à l'Assemblée générale la possibilité d'examiner plus avant la charte. Un tel examen sera nécessaire eu égard à l'expérience acquise lors de la création de l'Université. La délégation canadienne estime qu'il importe grandement de préciser les relations entre l'Université et l'UNITAR, dont les fins et les objectifs sont analogues, dans le souci d'éviter les doubles emplois dans leurs travaux de recherche et de formation. Elle reconnaît la nécessité pour le Secrétariat d'entreprendre la planification, de mettre en place l'infrastructure nécessaire et d'amorcer le financement de l'Université. La délégation canadienne accueille favorablement l'offre généreuse du Gouvernement japonais concernant l'installation du Centre de l'université dans la région de Tokyo.

89. M. DIALLO (Haute-Volta) déclare que l'adoption du projet de résolution sera l'apogée d'un idéal que sa délégation a défendu depuis le début. Sa délégation est reconnaissante à ceux qui, au cours des quatre dernières années, ont contribué à l'acceptation progressive de cette idée et elle prend note avec satisfaction, en particulier, des assurances données par le Directeur général de l'UNITAR et le Sous-Directeur général de l'UNESCO. Avant d'entendre ces explications, la délégation voltaïque avait quelques inquiétudes sur les mandats respectifs de l'Université et de l'UNITAR; elle se réjouit de savoir que la création de l'Université n'affectera pas le mandat de l'UNITAR, mais que les deux organismes seront complémentaires. Elle apprécie également l'intérêt que le Gouvernement japonais manifeste pour l'Université, en particulier son offre de fonds et de locaux.

90. D'après la délégation voltaïque, l'acceptation du nouveau paragraphe 5 du projet de résolution, concernant les langues officielles, ne doit pas empêcher les pays dont la langue n'est pas encore employée dans les organismes des Nations Unies d'obtenir une juste représentation grâce à l'emploi de leurs langues dans l'un des centres qui seront créés dans le cadre de l'Université. La délégation voltaïque est entièrement en faveur du projet de résolution et espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

91. M. MBEDO (République centrafricaine) déclare que les assurances du Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination n'ont pas dissipé les inquiétudes de sa délégation, qui sont fondées sur des faits. La première phrase de la section 4 de l'appendice II de l'annexe I du document A/9149 fait mention à la fois du Centre de l'Université et d'autres institutions et programmes. La délégation centrafricaine s'inquiète des critères touchant la mise en place de ces institutions et programmes. Les organismes des Nations Unies ont tendance à la décentralisation, mais il en résulte, dans la pratique, que les nouveaux centres sont groupés dans un petit

nombre de pays choisis en fonction de leur solide infrastructure. Cette tendance n'est pas souhaitable et ne doit pas être suivie dans le cas de l'Université.

92. M. HACHANI (Tunisie) déclare que la fusion des paragraphes 1 et 2 du projet de résolution garantit que l'adoption du projet de charte ne sera pas une mesure irréversible. Sa délégation se félicite, en particulier, de l'addition du nouveau paragraphe 5, concernant les langues officielles. Non seulement elle votera pour le projet de résolution, mais elle souhaite en devenir coauteur.

93. Mme DERRÉ (France) indique que, dans l'esprit de sa délégation, le compromis accepté comme suite à son amendement au paragraphe 1 initial du projet de résolution signifie que le projet de charte n'est pas considéré comme parfait et sera revu dans deux ans. La délégation française considère l'adoption dudit projet comme provisoire, bien que ce ne soit pas expressément indiqué dans le texte. Le terme "examiner" figurant dans le paragraphe 2 initial lui a posé certaines difficultés, mais le nouveau texte répond entièrement à ses préoccupations.

*Par 98 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le projet de résolution A/C.2/L.1300, sous sa forme révisée, est adopté.*

94. M. NARASIMHAN (Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination), en

réponse aux remarques du représentant de la République centrafricaine, souligne que si la première phrase de la section 4 de l'appendice II de l'annexe I du document A/9149 fait mention du siège du Centre de l'Université et d'autres institutions et programmes, il indique par la suite que la question de ce siège ne pourra être réglée sans tenir compte de divers facteurs, notamment de la nature des offres des pays qui proposent de les accueillir et des critères qui détermineront le choix de ce siège. Le Secrétaire général a décidé de confier l'étude de ces facteurs au Conseil de l'université, qui assurera un juste équilibre de la répartition des divers programmes et institutions. Les critères mentionnés dans la suite de la même section s'appliquent uniquement à l'emplacement du siège de l'Université et ne concernent pas celui des institutions et programmes.

95. M. SHEMIRANI (Iran) déclare que sa délégation souhaite réserver sa position à l'égard de l'alinéa b de la réponse d'un Etat Membre qui est reproduite à la page 7 de l'annexe II au document A/9149.

96. M. PAUL (Haïti) fait savoir que si sa délégation avait été présente lors du vote, elle aurait voté pour le projet de résolution.

*La séance est levée à 18 h 15.*

## 1552<sup>e</sup> séance

**Jeudi 8 novembre 1973, à 11 heures.**

*Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).*

A/C.2/SR.1552

### POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

**Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (suite\*)** [A/9003, chap. XII, A/9016, A/9072, A/C.2/L.1293/Rev.1, A/C.2/L.1294/Rev.1, A/C.2/L.1301] :

- a) Rapport du Conseil du développement industriel;
- b) Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : rapport du Directeur exécutif

1. Le PRESIDENT annonce que la Haute-Volta et la Roumanie désirent voir leur nom figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1293/Rev.1 dont la Commission est maintenant saisie.

2. M. HAMID (Soudan), présentant le projet de résolution révisé (A/C.2/L.1293/Rev.1) au nom des auteurs, dit que ceux-ci se sont efforcés de tenir compte des suggestions et propositions qui leur ont été faites. Le texte révisé du projet de résolution est donc le résultat de compromis; s'il ne satisfait pas pleinement toutes les délégations, il devrait néanmoins être acceptable pour tous.

3. Les modifications les plus importantes portent sur les paragraphes 2 et 3 du dispositif. Ainsi, au paragraphe 2, les auteurs ont accepté de supprimer les

deux exemples de problèmes fondamentaux de l'industrialisation dont devra s'occuper la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, à savoir la mise au point de techniques industrielles adaptées aux besoins des pays en voie de développement et l'élaboration de principes généraux en vue d'une nouvelle division internationale du travail dans le domaine de l'industrie. Les auteurs ont en effet jugé que, au lieu de donner une liste nécessairement partielle des domaines dont devra s'occuper la Conférence, il valait mieux utiliser l'expression plus générale "les problèmes fondamentaux auxquels les pays en voie de développement se heurtent dans le domaine des politiques et de la planification industrielles".

4. Certaines délégations ayant fait valoir qu'il ne fallait pas préjuger le résultat des travaux entrepris concernant l'élaboration d'une charte des droits et des devoirs économiques des Etats, les auteurs ont supprimé, au paragraphe 3 du dispositif, toute référence à cette charte. D'autre part, contrairement à ce que semblent penser certains, les auteurs ne souhaitent pas que la deuxième Conférence générale mette au point une déclaration internationale sur le développement et la coopération industriels, mais seulement qu'elle établisse des principes fondamentaux, qui pourraient servir ultérieurement à établir une déclaration.

\* Reprise des débats de la 1541ème séance.